



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES INITIATIVES
DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Quatrième Réunion ordinaire de 2022
2 au 6 mai 2022
Los Angeles, États-Unis d'Amérique

OEA/Ser.E
GRIC/O.4/doc.48/22
31 août 2022
Original: espagnol

RAPPORT FINAL

Monsieur Kevin O'Reilly, Coordonnateur national des États-Unis pour le processus des Sommets des Amériques et Président de la réunion, a souhaité la bienvenue aux distingués coordonnateurs nationaux du processus des Sommets, aux coordonnateurs nationaux adjoints, aux délégués et aux représentants des institutions du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC). La liste des participants a été publiée sous la cote [GRIC/O.4/doc.47/22 rev. 1](#).

Allocution d'ouverture de monsieur Kevin O'Reilly, Coordonnateur national des États-Unis pour le processus des Sommets

Le Président du GRIC a annoncé que les leaders des Amériques arriveraient à Los Angeles dans 37 jours pour la tenue du Neuvième Sommet des Amériques et a évalué le temps qui restait pour finaliser les documents. Il a affirmé que le premier projet d'Engagement politique à négocier au cours de la séance plénière serait celui sur l'énergie propre, et que la réunion du Groupe de travail sur la gouvernance démocratique se déroulerait simultanément; le lendemain, le document sur la gouvernance démocratique serait examiné en séance plénière en même temps que le Groupe de travail sur notre avenir vert se réunirait. Il a ajouté que les visites préalables de protocole auraient lieu ensuite et a invité les délégations à poursuivre les conversations sur les points en suspens et à en arriver à un accord. Il a également annoncé qu'au dernier jour du GRIC, le document sur notre avenir vert serait examiné en séance plénière et celui sur la gouvernance démocratique en groupe de travail.

1. Examen du projet d'Engagement politique accélérant la transition vers l'énergie propre

Monsieur Kevin O'Reilly a remercié les coprésidences du Chili et de la République dominicaine, ainsi que le Vice-ministre à la conservation et l'efficacité énergétique de la République dominicaine, monsieur Alfonso Rodríguez, pour son leadership à la tête du Groupe de travail et l'a invité à prendre la parole.

Monsieur Alfonso Rodríguez a souligné que 23 États ont fait partie du Groupe de travail, lequel s'est réuni deux fois depuis la Deuxième Réunion ordinaire du GRIC. Il a souligné également que le document cherche à élargir la participation des énergies renouvelables et propres aux matrices énergétiques, de même que l'utilisation de technologies permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, en tenant compte des particularités de chaque État, comportant des questions comme l'inclusion, la parité hommes-femmes et la protection de communautés en condition de vulnérabilité. Il a en outre souligné que le document vise à promouvoir des efforts de la part de plusieurs acteurs permettant de faciliter la production d'apports en énergies propres.

Concernant le degré de consensus, il a souligné que 25 % du document a été convenu au préalable, et que les principales différences entre les délégations portaient principalement sur trois axes : l'intention d'inclure le concept de responsabilités communes mais différenciées, le degré de détail du libellé relatif à la perspective de la parité hommes-femmes et les listes des groupes en situation de vulnérabilité.

La négociation du document a commencé en abordant les paragraphes convenus au préalable et a continué avec ceux qui étaient en suspens. Elle s'est prolongée toute la première journée de la séance plénière, et s'est soldée par un accord sur quatre paragraphes.

2. Examen du projet d'Engagement politique – Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique

Le Président du GRIC a commencé son intervention en annonçant la tenue d'une Cinquième Réunion ordinaire du GRIC dans la semaine du 30 mai 2022 et a ouvert la discussion sur le document sur la gouvernance démocratique. Il a invité les délégations qui voudraient participer à la réunion en parallèle du Groupe de travail sur notre avenir vert, qui sera déplacée dans la salle contiguë *Wilshire Grand Ballroom*. En ce qui concerne la préoccupation exprimée par quelques délégations voulant que le GRIC n'était pas la tribune appropriée pour décider de quelques questions relatives à la gouvernance démocratique, il a répété que cette tribune servait à discuter de mandats qui seraient approuvés par les chefs d'État et de gouvernement des Amériques, qui ont, eux, ce pouvoir.

Par ailleurs, il a souligné que l'on avait réussi à discuter de plus de la moitié du document. Il a remercié les coprésidences du Groupe de travail pour ces progrès et les a invitées à prendre la parole. La Coordinatrice nationale du Panama, madame Carmen Inés Ávila, a annoncé que la réduction de la partie du préambule du document avait été convenue à l'avance et que des progrès avaient été réalisés dans les sections A et B. Elle a également souligné la création de petits groupes de travail travaillant à résoudre des différences plus spécifiques. Enfin, la Coordinatrice nationale des Sommets du Canada, madame Sara Cohen, a estimé qu'en termes de principes des progrès considérables avaient été réalisés et elle a proposé que de nouvelles réunions aient lieu avant la réunion suivante du GRIC.

La négociation du document a porté principalement sur le préambule ainsi que sur les sections A, B, C et D; la section E n'a pas été examinée. Les paragraphes qui avaient été convenus à l'avance ont été abordés et un accord a été obtenu sur 46 paragraphes.

3. Dialogue continental avec la société civile

Le Président du GRIC a salué les personnes présentes, il a abordé l'importance de la participation de la société civile aux décisions des gouvernements et a souligné le lien qui existe entre la société civile et les principes et l'histoire constitutionnels des États-Unis. Il a ensuite invité le Secrétaire aux questions continentales de l'OEA, l'Ambassadeur James Lambert, à prendre la parole. Ce dernier a remercié le Gouvernement des États-Unis et le Secrétariat aux Sommets pour leur engagement envers la promotion de la participation de la société civile au processus des Sommets.

Pendant le Dialogue continental entre la société civile, les acteurs sociaux et les représentants des gouvernements, la société civile et les acteurs sociaux ont présenté leurs contributions aux pays participant au processus des Sommets, par le biais des porte-parole de chaque groupe de travail thématique sous-régional. Leurs interventions ont été publiées sous la cote [ASCA/doc.25/22](#).

Les délégations du Pérou, de l'Équateur, de la République dominicaine, du Guatemala, de la Barbade, du Paraguay, de la Colombie, de la Jamaïque, du Canada, du Panama, de Trinité-et-Tobago, du Brésil, des États-Unis et du Costa Rica ont pris la parole au cours du Dialogue continental. Elles ont toutes parlé de la pertinence de promouvoir la participation de la société civile aux différentes étapes du processus des Sommets, et les délégations du Brésil et du Costa Rica ont affirmé qu'elles espéraient réussir à inclure dans les documents les divers points de vue exprimés.

La délégation du Pérou, qui assume la coprésidence du Groupe de travail sur la santé et la résilience, a souligné la façon dont les idées présentées par la société civile contribuent à enrichir les documents et a affirmé que l'inclusion de la société civile renforce la gouvernance démocratique.

La délégation de l'Équateur, qui assume également la coprésidence du Groupe de travail sur notre avenir vert, a souligné que bon nombre des préoccupations exprimées par la société civile ont déjà été incorporées au texte. Pour ce qui est du document sur l'énergie, la délégation de la République dominicaine, qui assume la coprésidence de ce Groupe de travail, a approuvé ce que l'Équateur avait exprimé et a réitéré l'importance de distinguer les objectifs du document sur notre avenir vert de ceux du document sur l'énergie propre. Les délégations du Guatemala, de la Barbade, de la République dominicaine et du Paraguay ont également abordé les défis auxquels leurs pays sont confrontés en matière de catastrophes naturelles concernant les changements climatiques. Elles ont également souligné diverses politiques mises en place au niveau national, dans le but de réduire les émissions de bioxyde de carbone et de promouvoir l'utilisation d'énergies propres et renouvelables.

De même, les délégations de la Colombie et de la Jamaïque, qui assument les coprésidences du Groupe de travail sur la transformation numérique, ont souligné les coïncidences entre les propositions et le document faisant l'objet de négociations. En particulier, la Colombie a souligné la mention de la formation, la coopération, l'éducation et la cybercriminalité, notamment.

Par ailleurs, un certain nombre de délégations ont abordé le concept de la parité hommes-femmes et le fait qu'il soit mentionné dans les documents. La délégation du Canada a souligné qu'il s'agit d'une priorité dans ses relations avec l'Amérique latine et, en sa qualité de coprésidence du Groupe sur la gouvernance démocratique, elle a réitéré l'importance d'avoir des objectifs plus élevés à cet égard. La délégation de la Colombie a souligné qu'elle s'efforcerait d'incorporer au libellé des documents les mentions absentes et la délégation de Trinité-et-Tobago a souligné le rôle des femmes dans le développement.

Dans un autre ordre d'idées, la délégation du Panama, qui assume également la coprésidence du Groupe sur la gouvernance démocratique, a annoncé qu'une bonne partie des préoccupations de la société civile avaient été intégrées dans le document, par exemple en ce qui concerne la participation citoyenne, ou la démocratie et le développement durable. La délégation de la République dominicaine a elle aussi abordé les divers défis nouveaux auxquels est confrontée la démocratie, et a remercié la société civile de son engagement à cet égard.

L'Ambassadeur Lambert a remercié les personnes présentes pour leurs contributions et les délégations pour leur participation au dialogue, remerciant particulièrement le Canada de sa contribution au renforcement de la participation d'organisations féminines au processus des Sommets.

Enfin, la Présidence a remercié les porte-parole de leur participation et a souligné que le Secrétariat aux Sommets partagerait ces recommandations avec les délégations.

4. Examen du projet d'Engagement politique sur notre avenir vert

Monsieur Kevin O'Reilly a invité les coprésidences du Groupe de travail à commenter sur l'état de la négociation du projet d'Engagement politique sur notre avenir vert et a annoncé que les paragraphes qui avaient été convenus au préalable seraient examinés en premier, pour ensuite continuer aux paragraphes en suspens.

L'Ambassadeur Denys Toscano, Coordonnateur national adjoint des Sommets de l'Équateur et coprésident de Groupe avec le Guyana, a indiqué que le document examiné était le résultat des six réunions informelles, dont deux avaient eu lieu dans le cadre du IV GRIC. Il a souligné qu'un total de 24 paragraphes avaient été convenus à l'avance *ad referendum* de certains pays. Le Groupe a également abordé les paragraphes dont le nouveau libellé avait été confié à de petits groupes de délégations.

L'examen du document s'est poursuivi pendant le reste de l'avant-midi et au cours de l'après-midi et s'est soldé par un accord sur 17 paragraphes.

5. Clôture

La Présidence a demandé à la délégation des États-Unis de commenter sur la marche à suivre. Le Coordonnateur national adjoint, monsieur David Silverman, a informé que des versions de la Présidence de quatre projets d'Engagement politique seraient diffusées au cours de la semaine suivante et que des conversations se dérouleraient avec les coprésidences du Groupe de travail sur la gouvernance démocratique sur la diffusion du document. Elle a également soutenu qu'après la finalisation des textes lors V GRIC, ceux-ci seraient transmis à la Commission de style pour révision avant la Réunion au niveau ministériel du GRIC, qui aura lieu le 8 juin. Elle a en outre annoncé que de plus amples renseignements seraient envoyés sur la participation des chefs d'État et de gouvernement aux conversations de la table ronde du 10 juin.

En l'absence de commentaires supplémentaires de la part des délégations, monsieur Kevin O'Reilly a remercié les délégations de leur participation, déclarant la réunion du 6 mai terminée à 19 h 30.